



## **Modernisation de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* : Le cadre juridique pour contrôler la pollution et les substances toxiques**

### Sommaire

La *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE) a été promulguée en 1999, soit il y a plus de 20 ans. Pierre angulaire en matière de prévention de la pollution, la LCPE doit être mise à jour pour gérer les menaces modernes à l'environnement et à la santé. Les principaux groupes environnementaux et de santé du Canada pressent tous les partis fédéraux d'appuyer sans tarder la modernisation de la LCPE, conformément aux recommandations présentées au Parlement en 2017 par le Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes.

### Contexte

**Les maladies causées par l'exposition aux toxiques constituent un enjeu de santé publique et de justice environnementale. Par exemple :**

- Chez les Inuits, les femmes enceintes et les enfants présentent des taux corporels significativement plus élevés de PFAS, des substances chimiques qui affaiblissent le système immunitaire et l'efficacité des vaccins.
- Les substances toxiques pourraient contribuer à 850 000 cas d'asthme chez les enfants et au TDAH chez cinq pour cent des enfants en âge scolaire.
- Les perturbateurs hormonaux comme le BPA contribuent aux cancers hormonaux et à la baisse de la fertilité.
- Plus de 25 000 femmes se voient diagnostiquer un cancer du sein chaque année.
- Près de 15 000 Canadiens meurent prématurément de la pollution atmosphérique chaque année.
- Des études montrent que les Canadiens à faibles revenus sont trois fois plus susceptibles de vivre à moins d'un kilomètre d'une source importante de pollution atmosphérique que ceux qui ont un revenu plus élevé.
- Le BPA et les PFAS sont présents dans l'organisme de 80 % et 100 % des Canadiens, respectivement.

### **La Loi canadienne sur la protection de l'environnement est obsolète**

La LCPE fournit le cadre législatif pour protéger la santé humaine et l'environnement contre la pollution et les substances toxiques. Celle-ci n'a toutefois pas été mise à jour depuis plus de deux décennies, tandis que les sources de pollution et les connaissances scientifiques des risques, elles, ont évolué de manière considérable. À l'heure de l'urgence climatique, du problème mondial de pollution plastique et de la pandémie d'une maladie respiratoire, la LCPE doit évoluer pour protéger adéquatement la santé des Canadiens, en particulier des personnes marginalisées et en situation de vulnérabilité, notamment les autochtones, les femmes, les travailleuses et travailleurs et les communautés racialisées.

En 2017, le Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes a formulé 87 recommandations pour renforcer la LCPE. Bien que le gouvernement se soit engagé à mettre à jour la LCPE, il n'a pas encore introduit d'amendements.

### Principales modifications qui doivent être apportées à la LCPE

- Meilleur contrôle des substances toxiques (y compris dans les marchandises importées) conformément aux meilleures approches internationales à cet égard. Cette réglementation doit notamment :
  - bannir les substances extrêmement préoccupantes comme les cancérigènes et les substances pouvant avoir des effets négatifs sur la reproduction, comme les BPA;
  - tenir compte de l'effet cumulatif des substances chimiques et, lorsque les substances toxiques sont soumises à des restrictions, exiger leur remplacement par des substances sans danger pour mettre un terme au « cycle toxique »; et
  - exiger la divulgation transparente des substances chimiques dans les produits de consommation au moyen d'un meilleur étiquetage.
- Établissement de normes exécutoires nationales sur la qualité de l'air et de l'eau potable.
- Protection des personnes ayant une susceptibilité accrue et celles dans les situations de vulnérabilité, comme les travailleurs, les femmes, les enfants et les groupes marginalisés, dont les communautés autochtones.
- Reconnaissance du droit des personnes à un environnement sain.

### La réforme de la LCPE jouit d'un appui massif

L'Association canadienne de l'industrie de la chimie (un joueur prédominant du secteur) et Distribution responsable Canada (un organisme représentant les entreprises de distributions de produits chimiques et les fournisseurs d'ingrédients chimiques) ont communiqué publiquement leur appui pour beaucoup de ces recommandations. Par ailleurs, plus de 500 scientifiques ont signé une lettre ouverte pressant le premier ministre de réformer la LCPE. La lettre comprenait la déclaration suivante :

*La principale loi du Canada visant la prévention de la pollution et la gestion des substances chimiques toxiques est désuète : elle n'est actuellement pas en mesure de restreindre adéquatement les sources courantes de pollutions et l'utilisation de produits chimiques toxiques. Aujourd'hui, l'occasion d'une génération s'offre à nous de freiner la pollution, sauver des vies, protéger l'environnement, stimuler l'économie et améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens en actualisant la LCPE.*

Un sondage mené à l'échelle nationale par le Gandalf Group a révélé que près de huit personnes sur dix au Canada considèrent que le renforcement de l'encadrement des substances toxiques est « très important » (37 %) ou « assez important » (41 %) quant à leur intention de vote lors de l'élection fédérale.

### Conclusion

Le Parlement doit appliquer les recommandations formulées par le Comité en 2017 et adopter une loi pour renforcer la LCPE tel que promis dans le discours du Trône, sans tarder. Nous demandons à tous les partis fédéraux d'appuyer le projet de loi visant la modernisation de la LCPE.

### Personnes-ressources

Lisa Gue (anglais/français), Fondation David Suzuki, [lgue@davidsuzuki.org](mailto:lgue@davidsuzuki.org), 613-914-0747

Elaine MacDonald (anglais), Ecojustice, [emacdonald@ecojustice.ca](mailto:emacdonald@ecojustice.ca), 416-368-7533, poste 527

Tim Gray (anglais), Environmental Defence, [tgray@environmentaldefence.ca](mailto:tgray@environmentaldefence.ca)

Jane McArthur (anglais), CAPE, [jane@cape.ca](mailto:jane@cape.ca) 416-306 2273

Jennifer Beeman (français/anglais) Action cancer du sein du Québec [jennifer.beeman@acsqc.ca](mailto:jennifer.beeman@acsqc.ca), 514-575-3236